



**Mama Adama KEITA,
Le Néré pour l'alimentation et la nutrition
GUINEE CONAKRY
ananconakry@yahoo.fr**

La situation de la femme ne peut être appréciée que par son savoir faire et son savoir être, un savoir faire qui s'acquiert par la connaissance de son environnement immédiat qu'est son entité sociale. Le savoir être de la femme se butte généralement à la dimension genre, le genre qui par sa définition touche l'homme dans toute sa dimension culturelle, sociale et économique, la femme se trouve frappée de plein fouet par ces différents aspects. Analphabète, la femme l'est.

Selon les estimations de l'UNESCO, le nombre d'analphabètes s'élève à travers le monde à 800 millions de personnes et les femmes représentent les trois quarts de ce chiffre. En Afrique subsaharienne, le taux d'alphabétisation est inférieur à 50 pour cent contre 95 pour cent dans les pays arabes, les disparités les plus fortes sont observées en Afrique du nord avec 100 pour cent le même constant est marqué en Asie en Europe centrale et de l'Est.

Dans plusieurs pays en développement les femmes subsistent difficilement n'ayant pas accès au même titre que leurs frères à l'éducation, aux soins de santé à un logement décent, elles vivent dans l'insécurité avec de maigres revenus. En Guinée, le taux d'analphabétisme est de 62 à 79 pour cent chez les femmes. Ce taux est parmi les plus élevés de la sous région et se reflète de façon négative sur la vie économique, politique, sociale et culturelle.

En effet, les femmes qui constituent la majorité numérique de la population guinéenne (53 %) contribuent dans toutes les activités socio-économiques culturelles du pays. Malheureusement elles subissent ou souffrent de l'analphabétisme et vivent confinées dans des tâches domestiques, routinières et des traditions ancestrales. L'analphabétisme les condamne à l'ignorance, à l'obscurantisme et diminue leurs potentialités et leurs possibilités de participation à la vie de la nation dans le sens du progrès et du développement. Nombreuses sont celles qui manquent d'informations même en langues maternelles qui pourraient les aider à préserver leur santé et celle des enfants, à se préserver de maternités trop rapprochées, à accéder aux crédits et au bien être familial et enfin à jouir pleinement de leurs droits.

C'est par une action concertée que, tous les acteurs se mobilisent et agissent ensemble pour l'élimination de l'ignorance et de la pauvreté dans tous les milieux en vue d'inverser cette tendance négative, d'où l'engagement de l'UNESCO à appuyer les pays exemple ; la Guinée, le Burkina Faso ou un centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique a vu le jour « CIEFFA » en abrégé. Au pays des hommes intègres le développement du CIEFFA a été possible grâce au soutien des autorités burkinabés et de l'organisation.

Elle a notamment apporté son appui au projet intitulé « Formation scientifique et technologique des jeunes filles en Afrique » en Guinée. Ce projet a permis la réalisation de la campagne de

sensibilisation prévue dans 3 préfectures du pays, Conakry, Dubréka et Coyah et l'installation de dix clubs scientifiques. Un projet de formation à distance des enseignants du primaire en français et en mathématiques a également été mis en œuvre, dans le cadre du programme de l'Education pour tous en Guinée.

La coopération entre le pays et l'Organisation se manifeste aussi dans la gestion des océans et des zones côtières un environnement dont les principales activités sont menées par les femmes, voila des exemples de synergie dans ces deux pays francophones. Depuis, l'on assiste à l'émergence de nombreuses organisations regroupant exclusivement des femmes avec quelques intellectuelles pour orienter et défendre la cause des autres n'ayant pas bénéficié des enseignements modernes leur permettant d'accéder à des avantages pour garantir et préserver leur survie.

En raison de ce qui précède et conscient du fait que, savoir lire et écrire contribuent non seulement à améliorer la situation économique de la famille, mais aussi, l'état d'éducation et de santé de chacun de ses membres, le rendement scolaire des enfants, ainsi que la capacité de gérer efficacement les ressources naturelles, que la 4^{ème} conférence mondiale en faveur de la femme tenue à Beijing en 1995, a considéré l'analphabétisme féminin comme l'un des problèmes graves auxquels l'humanité est confrontée, et son élimination, l'un des principaux défis que la communauté mondiale doit relever à l'aube de ce troisième millénaire.

AWID , une des plus grandes et vieille organisation planétaire doit faire de la réduction du nombre de femmes analphabètes une de ses priorités à travers des échanges mais aussi l'appui a apporter aux mouvements de femmes pour bouter l'obscurantisme . A cet effet, la conférence de Beijing a fait des recommandations aux Etats, aux organisations internationales et aux Organisations de la Société civile allant dans le sens de l'éradication contre l'analphabétisme. Depuis, cette date, les Femmes s'organisent de plus en plus à travers les associations selon, leur centre d'intérêt afin d'améliorer leur condition de vie qui se trouve affectée.

Dans le secteur de la pêche par exemple, il existe en Guinée la confédération nationale des professionnels de la pêche appelée (CONAPEG) une structure au sein de laquelle se trouve représenté des petites cellules de femmes toutes analphabètes. Des femmes qui interviennent sur toute la chaîne après capture dans la commercialisation du produit frais, la transformation des invendus pour éviter des pertes après capture autrement dit le reste des stocks seraient simplement pourris et jeter, ce qui représenterait des pertes énormes pour les hommes pêcheurs et la rareté du poisson sur le marché avec pour première conséquence la flambée de prix des produits halieutiques sur le marché national.

De nombreuses années se sont écoulées, les femmes constatent que, leurs conditions de vie de société ne fait que s'empirer ; elles sont les plus touchées par la pauvreté, les maladies épidémiques, et surtout le manque de scolarisation de leurs enfants notamment des filles qui leur emboîtent le pas. Des enfants exposés au banditisme, à la délinquance, aux grossesses précoces.

Prenant conscience de la dégradation de leur état, ces femmes mareyeuses, transformatrices et fumeuses ont intégré et suivi les différents programmes d'alphabétisation fonctionnelle en vue de gérer leurs petits commerces, assurer la scolarisation des enfants dont les Pères sont en général des retraités ou des chômeurs, elles tiennent désormais leur propre comptabilité sans aucune intervention extérieure. La deuxième étape fut la création de leur union, histoire de se prendre désormais en charge sans pour autant quitter la confédération.

Ces femmes représentent également une frange importante dans les activités politiques des partis, elles sont récupérées pour des campagnes permanentes et informelles, même n'étant dans aucune structure à la base comme l'indique les textes.

Ces femmes à cause de leur nombre impressionnant et des agissements dont elles sont capables, parviennent souvent à influencer certaines décisions économiques prises au plus haut sommet de

L'ÉTAT .

Le dernier cas en date aura été la levée de l'interdiction de sortie vers l'étranger des produits de grande consommation dont les produits de la pêche, des échanges avec l'extérieur qui leur permettent de posséder un minimum vital. Se sentant menacées elles se sont levées et leur démarche a abouti à l'annulation pure et simple de cette décision prise lors d'autres mouvements sociaux, pendant la première grande grève jamais observée en Guinée, c'était les mois de janvier et février 2006. Cette fois sans descendre dans la rue, les femmes sont parvenues à leur fin tout en préservant la paix sociale.

Auparavant, un peu avant l'indépendance de la Guinée en 1958, les cheminots avaient déclenché parait-il, une grève de 3 mois soutenue par les femmes avec à la tête hadja Mafori Bangoura, leader féminin et féministe analphabète de surcroît elle fût ministre ou une grande responsables dans les années de la révolution Elle tenait des meetings dans les marchés de la capitale demandant à toutes ses soeurs de vendre du piment, du sel, du poisson etc, afin de donner à manger à leurs maris et frères.

L'aboutissement de ce mouvement fut positif avec en toile de l'augmentation de salaires des travailleurs des chemins de fer de Guinée.

Ce sont ces dynamiques des mouvements sociaux de femmes, sous tendu par la prise en compte du genre et du féminisme, parce que, des idées émises, mis en œuvre et suivi par les femmes analphabètes au départ que les organisations comme AWID doivent appuyer, et promouvoir pour la durabilité de leur synergie.

N'ayant pas accès aux institutions financières, les femmes mareyeuses ont jugé opportun de créer une mutuelle de crédit. Un montant de commun accord a été fixé pour doter la caisse d'un fond de roulement sous le contrôle de la banque centrale de Guinée, le CECIDE et l'appui de l'expertise d'une coopérante Canadienne.

Les premiers crédits ont été octroyés et les femmes s'en félicitent.

Les mouvements sociaux féminins en Guinée se distinguent aussi dans la lutte contre l'excision, l'abandon scolaire de la jeune fille, sa non scolarisation, le mariage précoce, la mutilation génitale, l'excision, la lutte contre le sida bref , ces mouvements luttent contre la précarité absolue. Une précarité dont sont souvent victimes les femmes quelque soient leur position géographique.

Ainsi depuis la déclaration du millénaire adoptée par les Nations – Unies en 2000 et les dix ans du programme d'action de Beijing en 1995 qu'il a été démontré la pauvreté grandissante des femmes malgré de sensibles améliorations constatées la diminution du fossé entre filles et garçons au niveau de l'enseignement primaire et secondaire demeure. Selon L'Organisation des Nations Unies en 2005 ; nombreuses femmes en Afrique participent à la vie socio – politique et économique même de façon informelle dans leurs pays respectifs.

Leur présence dans les Parlements au plan mondial est en moyenne 16 pour cent selon le rapport 2005 de l'ONU. C'est conscient de cette faible représentativité qu'est née en Guinée le réseau des femmes ministres et parlementaires en fonction ou ancienne avec pour objectif la poursuite de la promotion féminine dans toutes ses facettes. Heureusement, en Guinée, il existe un cadre juridique dans lequel s'exercent les droits civils, économiques et sociaux et les lois nationales touchant aux droits des femmes

Les aspects positifs de la Loi Fondamentale de 1990 révisée en 2001 sont : cette Loi Fondamentale dispose dans son préambule que : « Le Peuple de Guinée proclame l'égalité et la solidarité de tous les nationaux sans distinction de race, d'ethnie, de sexe, d'origine, de religion et d'opinion ». Dans son article 8, elle précise que : « Tous les êtres humains sont égaux devant la loi. Les hommes et les

femmes ont les mêmes droits ». Selon son article 18, le droit au travail est reconnu à tous. L'État crée les conditions nécessaires à l'exercice de ce droit. Nul ne peut être lésé dans son travail en raison de son sexe

Cependant, le recul de la pauvreté généralisée chez les femmes masque des différences entre les régions. Si en Asie l'extrême pauvreté a reculé suivi de l'Amérique Latine, la pauvreté persiste en Afrique.

En dépit de cet engagement de la Guinée la prise en compte de la dimension genre, les dispositions juridiques souffrent réellement dans leur application à cause dit on des pesanteurs sociaux tels, les obligations de mariages qui contraignent la femme à se mettre au second rang pour le souci de préserver son ménage ; parce que dans nos pays le plus souvent une femme sans foyer est entourée de tous les préjugés.

En plus d'assurer la formation des femmes, la connaissance de leurs droits et devoirs s'avère indispensable, leurs accès aux crédits et les facilités de remboursement, leur intégration dans des projets et programmes de développement depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre contribueront certainement à un meilleur cadre de vie de la femme quelque soit l'environnement dans lequel elle s'y trouve.

Comme solutions envisageables AWID, en partenariat avec les pays et leaders féminins, même pas intellectuels pourrait faciliter les échanges d'expériences avec leurs consœurs au niveau national, africain et international en effectuant des voyages d'études.

Je mets l'accent sur la participation des femmes de la frange non intellectuelle aux rencontres de AWID à cause surtout de leurs expériences que personne ne peut en parler mieux qu'elles à gérer les problèmes souvent créés par les classes intellectuelles.

La réduction des disparités en matière d'éducation entre les zones et entre les sexes.

Le renforcement des capacités de pilotage et de gestion du système éducatif entre autres.

L'alphabétisation des femmes dans les structures organisées extrascolaires (groupements, coopératives, associations, etc.) AWID, pourrait envisager si ce n'est déjà fait, assister les groupements ou les leaders féminins à d'avantage identifier les problèmes et les appuyer dans la recherche de solutions durables.

La traduction dans les langues nationales des pays du contenu des différents codes, leur réactualisation. L'information et la sensibilisation des décideurs, les leaders religieux et les associations de tout genre.

L'implication des hommes de médias pour la vulgarisation des informations sur les droits et devoirs de la femme.